

mes conventionnelles, mais aussi les programmes clandestins visant à l'acquisition d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs favorisent la multiplication des conflits et traduisent les prétentions hégémoniques de certains.

4) La France votera contre cette résolution car, si l'on veut que des progrès soient accomplis dans l'édification d'un monde plus juste et plus sûr, il faut que chacun accepte de reconnaître que les responsabilités et les obligations doivent être symétriques et partagées. Personne ne comprendrait que l'on exige des seules puissances nucléaires qu'elles répondent aux attentes nouvelles de la communauté internationale, tandis que d'autres resteraient libres de se livrer aux jeux du passé.

Lorsque l'esprit de responsabilité existe, il conduit à de réels progrès. Ne détruisons pas cet effort collectif par des pratiques d'un autre temps, qui certes peuvent servir les visées de quelques-uns, mais qui sont contraires aux intérêts du plus grand nombre.

Je vous remercie, Monsieur le Président.

PARIS, 20 NOVEMBRE 1994

Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à l'émission de France 2 "l'Heure de vérité" - extraits -

Union européenne - UEM - référendum sur la monnaie unique

Q - *Au cours de la première émission que Jacques Chirac a faite avec Anne Sinclair, depuis qu'il est candidat officiel du RPR, il a proposé qu'on organise un référendum sur la monnaie unique, c'est-à-dire au moment du passage à la monnaie unique. Est-ce une idée, à vous qui avez l'esprit clair, que vous approuvez ? Est-ce une bonne initiative ou pas ?*

R - Il y a deux positions face à ce problème. Vous savez, on ne peut pas toujours répondre à l'avis même si on veut clarifier les choses comme ça de but en blanc, par "oui" ou par "non", de manière un petit peu simpliste.

Il y a ceux qui disent : "on a voté le Traité de Maastricht, il a été ratifié par le peuple français et donc il doit s'appliquer automatiquement sans qu'on y revienne" ; je ne partage pas du tout ce point de vue. D'abord, il est erroné, il ne correspond à la lettre des traités, ce n'est pas la peine d'en faire la démonstration ici, et ensuite il est surtout non conforme à ce que nous avons dit.

Lorsque je suis monté à la tribune de l'Assemblée nationale au mois de mai 1992 pour m'exprimer au nom de mon groupe, j'ai dit : "avant le passage à la troisième phase, c'est-à-dire avant le moment où le Franc français, le Deutsch Mark et quelques autres seront remplacés par une monnaie unique, l'ECU, il faudra que l'Assemblée nationale et le Sénat votent".

Q - *Oui, mais là ce n'est pas la question...*

R - Laissez-moi aller jusqu'au fond de mon raisonnement. Cela, pour plusieurs raisons : d'abord, parce

que c'est un acte important et, ensuite, parce que d'autres pays l'ont prévu ainsi. La Cour constitutionnelle allemande a prévu très précisément...

Q - *...une consultation parlementaire.*

R - Oui, c'est ce que j'ai dit aussi à propos de la France.

Je veux tout de même clarifier les choses par rapport à ceux qui disent : "toute idée de retour devant la représentation nationale n'est pas bonne", elle est non seulement bonne...

Q - *...c'est la forme de ce retour qui est importante ?*

R - Je vais vous répondre...

Q - *...Monsieur Juppé, ce n'est pas la question que je vous ai posée.*

R - Si vous ne vous impatientez pas, je vais vous répondre.

Q - *Je ne m'impatiente pas, je suis fasciné.*

R - Si, je sens un petit peu d'impatience.

Q - *Je suis fasciné. Je trouve que le déroulement de votre raisonnement est d'une majesté incomparable.*

R - Oui, mais vous voulez le casser.

Q - *Cela mis à part...*

R - ...je vais vous laisser parler.

Q - *Cela mis à part, la question était : trouvez-vous que c'est une bonne idée d'organiser un référendum ? Je ne vous ai pas dit de revenir devant le Parlement.*

R - Comme je suis extrêmement entêté dans mes raisonnements, je voudrais vous citer un passage de l'avis de la Cour constitutionnelle de Karlsruhe qui dit : "le passage à la troisième phase de l'Union économique et monétaire exige une évaluation par le Bundestag", c'est donc une évaluation de la possibilité de passer à la troisième phase...

Q - *C'est-à-dire l'équivalent de l'Assemblée nationale.*

R - Je pense qu'il faut faire la même chose en France. Faut-il aller jusqu'à un référendum ? Je réponds à votre question...

Q - *...Ah, c'est gentil.*

R - ...C'est une proposition. Il faut répondre en remettant les choses dans leur contexte sinon ensuite on ne comprend plus rien. Vous voulez un effort de clarification, j'essaie de le faire.

Q - *Alors ?*

R - Ce que je dis, c'est que cette idée doit être replacée dans un calendrier. Il est totalement exclu qu'on passe à la monnaie unique avant 1999 parce que les pays qui doivent remplir les critères de convergence ne les rempliront pas, c'est donc en 1999 que se posera cette question. Avant 1999, il y aura un autre rendez-vous très important qui est le rendez-vous de 1996 à l'occasion duquel, je l'espère, on va refonder l'Union européenne et j'ai exprimé récemment, dans les colonnes du Monde, quelques idées à ce sujet. Et, là, je pense qu'il sera tout à fait utile et même nécessaire, comme on l'a fait pour Maastricht, de soumettre ce nouveau

Traité à la consultation du peuple français. Donc, vous voyez que ma réponse, c'est : "pour l'Union économique et monétaire, je préfère une consultation du Parlement, comme nous l'avions annoncée. Sur la refondation de l'Union européenne et sur le nouveau traité, je pense qu'il faudra consulter le peuple français et cela viendra avant. Vous voyez que j'ai été jusqu'au bout du raisonnement.

Q - *Bosnie, Moyen-Orient, Rwanda, Algérie, avant de revenir sur l'Europe...*

R - On n'aura pas le temps...

Bosnie - reprise des combats - responsabilités - nouvelle attitude américaine - sécurité des Casques bleus

Q - *La Bosnie : les combats ont depuis quelques jours ou quelques semaines repris un peu partout ; la faute à qui ?*

R - Est-ce vraiment la question ? Comment les arrêter, c'est la vraie question, parce que la faute est partagée. Et c'est pour cela que je ne peux pas répondre à votre question.

Prenez l'exemple de Bihac : il y a 15 jours, 3 semaines, il y a eu une offensive à Bihac qui a été donnée par...

Q - *...Les Bosniaques...*

R - Par les troupes de Sarajevo et par d'autres éléments. Aujourd'hui, il y a une contre-offensive qui est menée par les Serbes de Bosnie, les Serbes de Croatie et les Musulmans sécessionnistes. Vous voyez que tout cela est très compliqué, et qu'à partir du moment où l'on s'engage dans un processus de guerre, il y a escalade.

Ce que je dis là n'est pas fait pour excuser la responsabilité des Serbes, et il est inacceptable que la communauté internationale laisse bombarder Bihac par des avions serbes sans réagir.

Le Général de Lapresle, qui est un général français, commandant la FORPRONU, a demandé hier, dès que ces bombardements ont été connus, des frappes aériennes de l'OTAN. On a estimé que la base juridique n'existait pas, on les lui a refusées. Je l'ai regretté. Et la France a tout fait - avec d'autres naturellement - pour que, hier soir, le Conseil de sécurité vote une nouvelle résolution qui autorise l'utilisation de la force aérienne contre les agressions serbes. Eh bien, je souhaite, aujourd'hui, que cette résolution soit mise en application. Il y a eu, à nouveau, des bombardements ce matin. Il faut que l'OTAN, à la demande de l'ONU, fasse taire les batteries d'artillerie serbes et fasse évacuer les avions de l'espace aérien au-dessus de la Bosnie.

Q - *Ne pourrait-on pas dire qu'il y a - je me fais un peu l'avocat du diable - deux poids, deux mesures, parce que, quand les Serbes contre-attaquent, comme vous l'avez rappelé, on autorise des représailles alors que, quand les Bosniaques de Sarajevo avaient attaqué, l'ONU n'avait rien fait ?*

R - Qu'ai-je dit quand les Bosniaques ont attaqué à Sarajevo ? J'ai dit que ce n'était pas acceptable. Je crois avoir été le seul ministre des Affaires étrangères

occidental à le dire. Donc, vous voyez que j'essaie de ne pas faire deux poids et deux mesures.

Mais, néanmoins, il faut en revenir à l'origine des choses dans cette crise majeure : il y a eu un agresseur et il y a eu un agressé. Les Serbes de Bosnie et de Serbie ont agressé, et le gouvernement de Sarajevo a été agressé. La communauté internationale, à l'époque, c'était en 1992, n'a pas réagi. Elle a eu tort. La première chose que j'ai dite, je crois, à l'Assemblée nationale en avril 1993, en arrivant, c'est ce que je viens de dire : les Serbes portent la responsabilité de l'agression, et, là, il n'y a pas à en sortir.

A partir de là, il y a deux attitudes possibles :

La première attitude possible est de dire : on va aider l'agressé à se venger par la force de l'agresseur. Ce n'est pas la nôtre. Parce que c'est l'escalade et que c'est la guerre.

La deuxième attitude consiste à dire : on cesse les hostilités. On met l'agresseur et l'agressé autour de la table, et l'on essaie de mettre au point un plan de paix acceptable par toutes les parties. C'est ce que l'Europe a fait, et nous avons marqué des points dans cette direction.

Le plan de paix existe. Il a été accepté à Zagreb. Il a été accepté à Sarajevo. Il a été accepté à Belgrade. Et la grande question qui se pose aujourd'hui, est de savoir si nous continuons sur cette ligne ou si nous en changeons.

Les Européens et les Russes ne souhaitent pas en changer. Ils veulent que nous continuions sur cette voie-là qui consiste à imposer la paix.

Q - *Les Américains veulent en changer ?*

R - Les Américains, il y a doute. Je le dis très clairement : il y a doute. Quand on décide de ne plus appliquer ou, en tous cas, de ne plus participer à l'application de l'embargo sur la fourniture des armes, quand on engage au Congrès américain un débat sur le point de savoir si les Etats-Unis doivent aider Sarajevo à former ses troupes, je dis qu'il y a doute ! Les Américains veulent-ils favoriser une logique de guerre ou sont-ils toujours solidaires du groupe de contact pour faire la paix ? Et je souhaite que ce doute soit levé. C'est la raison pour laquelle j'ai réclamé, avec les Britanniques, avec tous les Européens et avec les Russes, une réunion ministérielle du groupe de contact, qui est d'ailleurs acquise dans son principe, pour les premiers jours de décembre. Et, là, le moment de vérité va venir.

Q - *Il y a beaucoup de rumeurs actuellement et d'enquêtes qui aboutissent à la conclusion que les Américains aident d'ores et déjà matériellement et par la mise en place de conseillers militaires le gouvernement et l'armée de Sarajevo. Avez-vous confirmation de cette aide sur le terrain ?*

R - J'ai connaissance de ces informations. J'ai reçu cette semaine l'envoyé du secrétaire d'Etat américain, M. Peter Tarnoff, qui est venu me voir à Paris et qui m'a assuré que ces informations étaient inexactes.

Q - *Vous lui faites une entière confiance ?*

R - J'ai pris acte de ses déclarations. Mais je pense qu'il faut, en permanence, rester vigilant pour vérifier quelle est la situation sur le terrain.

En tout cas, je voudrais ajouter quelque chose : on peut estimer que l'Europe n'a pas fait ce qu'elle devait faire, que ce conflit est un aveu d'impuissance pour la communauté internationale, peut-être ! Je crois que la France a été, depuis un an et demi, particulièrement active pour essayer de trouver une solution, et tout le monde le reconnaît d'ailleurs sur la scène internationale. Mais il y a quelque chose que nous ne pourrions pas supporter indéfiniment : c'est qu'on nous donne de tous côtés des conseils, alors que nous sommes les seuls - quand je dis "nous", il est collectif ce sont les Européens et quelques autres - à avoir des hommes sur le terrain.

Q - Quand vous dites "on", c'est qui ?

R - Oh, de tous côtés... on nous dit : "l'Europe, l'Europe, l'Europe devrait faire ceci, devrait faire cela !", mais qui meurt pour essayer de protéger les populations ? Ce sont des soldats français, des soldats européens, des soldats de la FORPRONU. Eh bien, cela, ça ne peut pas continuer indéfiniment. Si nous avons la preuve, dans les semaines qui viennent, que c'est la logique de guerre qui l'emporte, que l'on arme les protagonistes, qu'on les forme à faire la guerre, qu'on les encourage à faire la guerre, alors, il faudrait que la France notifie au Secrétaire général des Nations unies sa décision de retirer ses Casques bleus du dispositif qui est sur le terrain, parce que, à ce moment-là, leur mission devient impossible.

Elle a été formidable depuis quelques mois. Ils ont sauvé des milliers de vies. Ils ont été d'un courage et d'une habileté exemplaire. Et je crois que nous pouvons en être fiers et les saluer comme tels. Mais nous n'avons pas le droit, nous, de continuer à les exposer si ça ne sert à rien.

Rwanda

Q - On va passer rapidement sur deux, trois autres problèmes graves, un mot sur le Rwanda... Le ministre de la Coopération, le nouveau ministre de la Coopération, Bernard Debré, disait l'autre jour que la France n'avait pas de politique claire à propos du Rwanda, et il en faisait porter la responsabilité à l'attitude du Président de la République, François Mitterrand, à l'égard de l'ancien pouvoir rwandais.

La France a-t-elle une politique claire à l'égard du Rwanda ?

R - Quand on arrive, il faut prendre connaissance de ses dossiers. Petit à petit, ça vient. La France a une politique claire vis-à-vis du Rwanda. Elle a été poursuivie tout au long des années qui viennent de s'écouler. Elle s'est manifestée en juillet/août 1993 de manière tout à fait claire, c'est ce qu'on appelle les accords d'Arusha.

Notre politique consiste à dire : que sont le peuple rwandais ou la nation rwandaise ? Ce sont deux ethnies : les Hutus et les Tutsis.

Eh bien, jamais il n'y aura de retour à la paix au Rwanda, si ces deux ethnies n'acceptent pas de travailler, de vivre et de gouverner ensemble. Nous étions arrivés en juillet 1993 - c'était commencé avant, mais le gouvernement auquel j'appartiens avait permis que ce processus se prolonge - à un accord entre Hutus et

Tutsis pour partager le pouvoir. Malheureusement l'assassinat du Président Habyarimana, en avril 1994, a fait capoter ceci. Et toute notre politique au Rwanda est d'en revenir à cette logique : comment convaincre les autorités de Kigali, d'un côté, et, d'autre part, les responsables Hutus qu'il faut, à nouveau, partager le pouvoir et se réconcilier. Ce n'est pas fait. La situation est explosive. Ce n'est rien de le dire ici. La guerre peut recommencer demain, à la fois au Rwanda ou au Burundi. Mais il n'y a pas d'autre solution que celle que la France, courageusement, avec quelques autres, essaie de promouvoir.

Situation dans les Territoires palestiniens - nécessité de mettre en pratique l'aide économique - Union européenne - nécessité du soutien à M. Arafat

Q - Il y a eu un processus qui a été enclenché, au Moyen-Orient, cette fois, un processus historique, de rapprochement entre Israéliens et Palestiniens, et aujourd'hui on a le sentiment que tout cela est remis en cause par l'amorce de ce qui sera peut-être une guerre civile entre Palestiniens. Êtes-vous optimiste ou pessimiste ?

R - Je crois que le processus de paix au Proche-Orient est irréversible. Mais ce qui se passe depuis quelques semaines et quelques mois, dans les Territoires palestiniens - depuis quelques semaines tout particulièrement - me rend pessimiste. Il y a un très grave danger de voir tout ce processus se bloquer, et cela aurait des conséquences sur les autres voies de négociation et sur l'ensemble de la région. Donc, il faut arrêter cette espèce d'affrontement qui est en train de se créer. Et je crois que, pour cela, il faut aider les autorités palestiniennes, qui sont en charge des Territoires, à les faire fonctionner.

Q - Le Président égyptien, M. Moubarak, a lancé un appel très pressant à tous les pays qui se sont engagés à aider les Palestiniens, pour que cette aide arrive de toute urgence.

R - On lance beaucoup d'appels pressants, c'est très bien ! Mais qui paie ? L'Europe.

Q - Oui.

R - Il faut quand même le dire, de temps en temps. Je partage cet appel pressant. Mais je dis que les autres fassent comme nous !

Q - Allez-vous y répondre ?

R - Oui. Mais j'étais en train de répondre par avance à votre question, c'est qu'on le fait déjà. Qui paie aujourd'hui la police palestinienne ? C'est l'Europe.

Qui essaie de faire fonctionner les hôpitaux, l'administration courante dans les Territoires palestiniens ? C'est l'Europe.

On a annoncé à Washington, l'année dernière, des centaines de millions de dollars pour la Palestine, l'Europe était le premier donateur parmi tous ceux qui avaient proposé leur aide, et c'est la seule qui, aujourd'hui, met véritablement la main à la poche.

Il faut continuer dans ce sens. Je pense qu'en particulier il faut renforcer l'autorité palestinienne. Il faut renforcer l'autorité...

Q - ...l'autorité de M. Arafat ?

R - Oui, de Yasser Arafat qui est aujourd'hui fragilisée.

Q - Les Israéliens font-ils ce qu'il faut pour cela ?

R - Je crie "casse-cou". A force de fragiliser Arafat, on va casser le processus de paix, si on continue comme cela. Donc, il faut lui donner les moyens d'accomplir la mission dont il a été investi.

Je pense, là encore, que l'Europe a un rôle à jouer. J'en parlais il y a deux jours avec mon collègue britannique, M. Hurd. Je pense qu'il faut que nous fassions un geste collectif permettant de conforter les autorités palestiniennes, et notamment Yasser Arafat.

Sommet franco-britannique - France - Allemagne - Grande-Bretagne - politique européenne de défense

Q - On peut parler d'ailleurs de l'Europe. Alors, justement, on termine sur l'Europe. Première chose : il y a eu, avant-hier, un sommet franco-britannique à Chartres et certains ont vu dans ce rapprochement très net entre la France et la Grande-Bretagne, avec des décisions concrètes notamment militaires, une espèce d'axe alternatif à l'axe franco-allemand.

R - Quand on ne parle que de l'axe franco-allemand, on nous reproche de nous enfermer dans une sorte de directoire exclusif. Tout cela n'a pas de sens. Il y a une réalité.

Q - Attendez, là, je crois qu'il faut être clair, il faut décoder. Pensez à vos électeurs de Bordeaux, un petit peu !

R - C'est assez clair. La France est-elle plutôt proche de l'Allemagne ou plutôt proche de la Grande-Bretagne ?

Q - Va-t-on vers un changement d'alliance ?

R - Non, effectivement, il faut continuer sur cette voie-là.

Q - Allons-y !

R - Je crois que tout le monde sait, y compris à Bordeaux, où l'on suit l'actualité, je vous rassure, Monsieur de Virieu, comme ailleurs, que l'Europe n'avance...

Q - ...et on regarde souvent vers la Grande-Bretagne...

R - Oui, tout à fait ! Et il y a en même temps une très forte communauté allemande, vous voyez donc, c'est une ville très ouverte sur l'extérieur. Tout le monde sait bien que l'Europe ne peut continuer à avancer que si l'Allemagne et la France sont d'accord. Et cela, il n'y a pas à en sortir, et nous continuons dans ce sens. Il y aura bientôt un sommet franco-allemand. Ceci n'est pas exclusif d'autres solidarités.

Q - Non, mais enfin, ce rapprochement franco-britannique, les relations entre la France et la Grande-Bretagne n'ont pas toujours, c'est le moins que l'on puisse dire, été très...

R - ...depuis un an et demi, chaque fois que je vais en Grande-Bretagne, on me dit qu'elles sont excellentes. Alors, c'est peut-être que ce nouveau gouvernement a su mettre beaucoup d'huile dans les rouages.

Q - Ce rapprochement coïncide avec un moment où l'on dit : entre la France et l'Allemagne, à propos de l'avenir de l'Europe, il y a un décalage croissant.

R - Je conteste tout à fait cette analyse, elle est purement factuelle et au jour le jour. Il y a une coopération franco-allemande qui fonctionne très bien, on le verra, on l'a déjà vu. On évoquait tout à l'heure la Bosnie, c'est sur la base d'une initiative franco-allemande que le plan de paix a été élaboré. Je pourrais citer de multiples autres exemples.

Et puis, il y a, traditionnellement, en matière de sécurité en particulier, une bonne entente entre la France et la Grande-Bretagne, et les deux ne sont pas exclusifs. Je vais prendre un seul exemple concret, là aussi, nous avons décidé avec les Allemands, il y a quelques mois, lors d'un précédent sommet, de mettre au point l'embryon d'une Agence d'armement, qui nous permettra de fabriquer ensemble des matériels militaires. Eh bien, avant-hier, à Chartres, les Britanniques ont demandé à y participer. Vous voyez que ce n'est pas contradictoire et qu'en fait cela se rejoint.

Q - On pourrait imaginer - ce sont les deux nations nucléaires de l'Europe - un rapprochement et une espèce de dissuasion européenne sur la base des forces anglaises et françaises ?

R - C'est un vieux rêve ! Mais je crois qu'il faudra y venir. Et si vous me permettez, à ce propos...

Q - ...vous croyez qu'il faudra y venir ?

R - Je crois que c'est une direction dans laquelle il faut aller.

Q - De la part d'un héritier du gaullisme, c'est important comme...

R - Je ne crois pas que ce soit du tout en contradiction avec mes convictions profondes dans le cadre, bien sûr, du respect de l'indépendance nationale, qui est au cœur de la dissuasion nucléaire.

Présidence française de l'Union européenne - politique européenne de défense - UEO

Mais, je voudrais, si vous me le permettez, dire un mot à ce propos, de la future Présidence française qui va commencer au mois de janvier.

Nous nous sommes fixés plusieurs grands objectifs :

La croissance et l'emploi, tout d'abord. J'en ai parlé tout à l'heure à propos des grands projets, il faut que ce qui a été décidé dans le principe, c'est-à-dire les grands réseaux de transport, se concrétise.

Ensuite, la sécurité. Je pense, pour ma part, que tant que l'Europe ne se dotera pas d'un bras séculier, d'un instrument propre de sécurité, elle restera un nain politique. Et on vient de le voir à propos de la Bosnie. Cela pose quand même un problème d'évolution de l'Alliance atlantique : comment les Européens peuvent-ils faire quelque chose qu'ils ont envie de faire entre eux, si les Américains, eux, ont une vision différente ?

Il faudra bien que l'on ait les moyens de le faire et nous essaierons de pousser, notamment dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale, dans cette voie avec les Allemands, avec les Britanniques et avec d'autres.